

Présentation

Réalités, acteurs et représentations du *local* en Algérie

Le retour au *local* / du *local* est à la fois une réalité observée en Algérie, dans le Monde arabe, mais aussi dans les sociétés industrialisées. C'est un objet d'étude qui émerge avec force dans les sciences sociales depuis le début de la décennie 90. Pour illustrer cet intérêt pour le retour au *local* / du *local*, il est possible de citer, entre autres deux références qui inspirent largement cette problématique : les travaux d'un colloque organisé en mai 1991 à Paris sur le thème « *Le local dans les sciences sociales* » et dont les actes sont publiés sous la direction d'Albert Mabileau¹. La deuxième référence utile pour une réflexion sur la question est représentée par un volumineux dossier sur le retour du *local* dans le Monde arabe : « *Monde arabe. Le retour du local* »². Une chose paraît certaine, c'est que l'émergence du local comme réalité et ensuite comme objet d'étude, est étroitement liée à la crise des modèles centralisateurs, et aux modernisations engagés dans les années 60 dans beaucoup de pays en développement dont l'Algérie. Ces modernisations ont fonctionné sur le modèle redistributif (Etat-providence) avec des modes de gestion de la société par le haut et surtout avec un paradigme du développement postulant une disparition inéluctable et nécessaire des traditions ou des particularités des sociétés qui sont affectées par ces processus de modernisation³. De fait, toute la question autant pour les décideurs que pour les chercheurs se réduit à la logique de l'intégration ou de la « nationalisation ». Le *local* est suspect. Ce n'est pas un objet en lui-même, sauf pour des disciplines pour qui il constitue un passage forcé (l'anthropologie particulièrement, la géographie ou la sociologie rurale). Il est suspect pour les développeurs en raison de ses pesanteurs qui freinent les dynamiques économiques. Ce n'est pas de ce lieu (ou non-lieu) que le changement, que les dynamiques

¹-Mabileau, A. : A la recherche du local.- Paris, L'Harmattan, 1993.

²-Peuples Méditerranéens : n°72-73, Juillet-décembre 1995. Voir particulièrement Lavergne, Marc et Duvingneau, Gay : Monde arabe, le retour du local.- pp. 5-30.

³-Voir sur l'acception de la modernisation : Boudon, Raymond : Modernisation in Dictionnaire critique de sociologie. pp. 363-370 ; Hubinger, Vaclav : Anthropologie et modernité.- In Revue internationale des sciences sociales, n°154, décembre 1997.- pp. 574-580. Sur une approche critique de la notion de développement, voir : De Sadan, Jean-Pierre Olivier : Anthropologie et développement.- Paris, APAD/Karthala, 1995.

économiques seraient pensables. Pour le politique, outre que le *local* est impensable, il peut être porteur de tous les dangers pour la cohésion des constructions politiques fondées sur l'intégration au *national*, au *global*. On sait aujourd'hui que ce débat demeure vivace autant dans des sociétés comme la nôtre que pour des sociétés dites de vieille tradition démocratique. Il suffit de se rappeler la tempête soulevée par la question corse durant l'été 2000 (voir les dossiers du *Monde* publiés courant août 2000). Grand paradoxe pour des sociétés invitées à se fondre dans de grands ensembles régionaux⁴. Plus généralement, le *local* est surtout représenté comme le symbole « *au mieux de la rémanence des traditions, au pire d'une organisation anachronique de la société* ». Il est dévalorisé et dévalorisant. Pour les élites nouvelles, particulièrement en ce qu'elles sont partie prenante de la modernisation, et plus fondamentalement, elles en sont le plus souvent l'un des fruits les plus palpables. L'on connaît l'image idoine des « cadres de la nation », des ingénieurs – bâtisseurs (voir les travaux d'Elisabeth Longuenesse sur les pays arabes) dont la seule présence en un lieu quelconque du territoire est démonstrative des logiques de « nationalisation »⁵. On sait, par ailleurs, comment l'histoire nationale (à partir de lieux centraux) est perçue comme exclusive de « l'histoire au ras du sol », c'est-à-dire à partir de l'individu - acteur, des groupes sociaux particuliers. Il faudrait s'interroger au demeurant sur la manière dont la littérature, voire la poésie, ont travaillé l'image du *local*. On sait que le cinéma, en toute bonne foi, a traduit le paradigme dominant du *local* « anachronique » (voir à titre d'exemple le film de M. Bouamari, *Le Charbonnier*, ou encore les histoires de *Boubegra...*). Le livre scolaire n'a pas échappé (et n'échappe toujours pas) à cette perception en antithèse (le *périphérique* et le *central*, le *rural* et l'*urbain*) avec un évident « escamotage du *local* »⁶.

Pourtant, si on y regarde de près, ces politiques de modernisation par le haut ont induit des effets pervers dans le sens où, tout en déniant fortement l'existence du *local*, elles ont contribué à sa requalification. En Algérie, comme dans beaucoup de pays arabes (voir dossier *Le retour du local*), ce sont les politiques de modernisation qui, dans un souci de

⁴-Voir par exemple le n°46/1996 de *L'année sociologique* : « Nation, Nationalisme, Citoyenneté ». En particulier Touraine, Alain : Le nationalisme contre la nation.- pp. 15-41.

⁵-Longuenesse, Elisabeth : Ingénieurs et médecins dans le changement social en Syrie. - Monde Arabe, Maghreb-Machrek, n°146, octobre-décembre 1994.- pp 59-71. Voir aussi El-Kenz, Ali : Les ingénieurs et le pouvoir.- Revue Tiers-Monde, n°143, juillet-septembre 1995.- pp 565-574.

⁶-Mabileau, Albert *et alii* : Op. cité.- Note de présentation, pp. 9-18.

diffusion au plus profond des terroirs, donnent forme et vigueur aux configurations du *local*, et ce, tant au point de vue économique que politique.

Les politiques d'équilibre régional (voir les programmes spéciaux), puis de décentralisation et d'essaimage industriel, épaulées par une restructuration de l'armature urbaine, émergence des villes moyennes et de petites villes, (voir sur cette question M. Côte : *L'Algérie*.- Paris, Masson, 1996 et *l'Algérie ou l'espace retourné*.) et une densification de la carte universitaire, donnent forme et couleur aux configurations locales. Les effets remontants des interventions par le haut visant à « nationaliser » le *local*, se recomposent au contact des « viscosités sociales » locales. Ces dernières, comme nous l'avons souligné plus haut, sont virtuellement vouées, dans l'optique des « développeurs » de l'époque, à la disparition de par les vertus prêtées aux modèles mis en œuvre. Donc, le *local* est pensé « en antithèse », c'est-à-dire comme le contraire et l'opposé du *global*. Au mieux, quand il en est question, en appendice des interventions centrales, il n'apparaît qu'en « filigrane » (notion reprise d'A. Mabileau).

La crise du modèle de modernisation, qui est d'abord celle du modèle redistributif et de la gestion de la société par le haut, met au devant de la scène le *local*. Concrètement le *local* est posé comme alternative à la saturation des grandes villes : parc immobilier urbain (grandes villes), marchés du travail centraux (pôles industriels) et offre de formation et des savoirs. La crise des années 90 accentue davantage ce « retournement vers l'intérieur » (expression reprise à M. Côte)⁷. Il semble bien, à l'observation, que les configurations locales se requalifient et l'Etat lui-même se résout à une approche du « *local* en synthèse » (A. Mabileau) à savoir que le niveau *local*, désormais reconnu, est perçu comme un relais, sinon aux interventions, du moins aux incitations visant à donner forme et force au développement (voir la politique de développement local).

Mais si le décor est repérable, la scène locale elle-même n'est pas encore suffisamment explorée. Qui sont les acteurs du *local* ? Comment fonctionnent-ils, que mobilisent-ils ? Quelles sont les dynamiques économiques, sociales et politiques du *local* ? Si le *local* était identifiable par les « viscosités sociales » (persistance des traditions...), ne faut-il pas aujourd'hui considérer que le *local* se « reconstruit dans un environnement différent » et par conséquent selon de nouvelles logiques ? Comment s'expriment le *local* et/ou sa redécouverte et d'une

⁷-Côte, Marc: *L'Algérie ou l'espace retourné*.- Constantine, Média-plus,1993.

certaine façon sa réhabilitation ? Quelles sont les « dimensions » du *local* ? Y a-t-il des logiques de territorialisation du *local* et des enjeux qui y sont liées ?

Par ailleurs, il est important de souligner que cette reconstruction du *local* en Algérie doit être articulée avec les effets de l'ouverture massive sur le global au sens de la mondialisation. Il nous semble évident que la fabrication du local est considérablement instruite sur le plan symbolique par les effets des images consommées (satellite) des nouvelles manières d'évaluer le temps et la distance à l'autre (internet) et des manières de consommer (fast-food, cafétérias dans de toutes petites localités, présence de produits de consommation de fabrication étrangère et sigles emblématiques du genre Coca-Cola ou Pepsi-Cola). Retenons aussi le fait que du point de vue de la mondialisation, le *national* est une échelle *locale*. Il y aurait un étagement du *local* selon le lieu où il est perçu. Dans la mesure où la globalisation est non seulement posée comme inévitable, mais un credo fortement revendiqué (une panacée ?) comment, sinon dans la pratique, du moins dans le discours, se résout la tension entre idéologie de l'universel et nationalisme et à plus forte raison, « *localisme* » (expressions culturelles particulières) ?

Les articles présentés dans ce numéro tentent de répondre, à partir de lieux disciplinaires différents à certaines de ces questions. Il faut dire que ce numéro lancé au cours de l'année 2000, mais en gestation depuis 1998/99, rencontre sur son passage les événements de Kabylie de 2001. Les articles de **Claudine Chaulet**, **Rachid Zouaïmia** et **Mohamed Brahim Salhi** ont, chacun à sa façon, montré l'incontournable et fructueuse emprunte d'une situation d'irruption du *local* qu'aucun des auteurs ne prévoyait, probablement pas, dans son chantier initial. Dans le fond, l'acuité du problème que pose l'argumentaire se trouve conforté dans les faits et incite à croiser les approches pour ouvrir un débat qui semble aujourd'hui ne pas relever, seulement, du laboratoire du chercheur mais, déborde plus amplement sur le champ social.

Qu'est ce que le *local* ? Que désigne ce terme dans les sciences sociales ? Quel usage pour le chercheur ? Claudine Chaulet opérant de façon méthodique, s'attache à montrer comment approcher le *local* dans sa dimension vécue, différente des constructions administratives. Le *local* est, écrit-elle, différence et construction historique dans la mesure où celui que l'on observe aujourd'hui « est la somme de choix fait depuis quarante ans ». Sur le plan de l'outillage, les monographies réalisées ici et là n'abordent le *local* que de façon indirecte et on gagnerait, comme elle le suggère, à résoudre la question du choix des terrains. Dans sa critique de l'ouvrage que Kamel Chachoua a consacré à Ibnou Zekri,

théologien du XXème siècle, **Hugh Roberts** discute du rôle joué par les institutions religieuses traditionnelles en Kabylie. **Hosni Boukerzaza** et **Abdelhamid Boughaba** proposent des jalons pour une délimitation du *local* d'un point de vue géographique et étayent celle-ci par une approche monographique du milieu montagneux tellien. On retrouvera dans cet article, la question d'un *local* en reconstruction abordé par C. Chaulet. Rachid Zouaïmia, pour sa part, estime, après avoir mis à plat les approches du *local* dans les architectures institutionnelles depuis l'indépendance de l'Algérie, que non seulement le *local* a toujours été refoulé comme dimension non pensée, mais malgré tout, les définitions actuelles des instances locales ne préfigurent pas de pouvoir local. La persistance de la centralité et l'escamotage du local sont toujours aussi lisibles avant, qu'après des ruptures politiques comme celles de 1988. Pourtant dans la société, des pulsions réelles à l'aune des contestations tendent à créditer des démarches de requalification du *local*. C'est ce que l'article de M. B. Salhi tente d'élucider. Celui-ci souligne cependant les hiatus entre crispations identitaires, avec leur tendance à réintroduire le holisme communautaire, et expressions citoyennes empruntant à l'universel. De plus, l'auteur estime que des crispations par le haut contribuent, elles aussi, à contrarier une construction de la citoyenneté pourtant bien amorcée depuis au moins une bonne décennie. M. B. Salhi, en se fondant sur une délimitation préalable de la citoyenneté, montre comment celle-ci se construit historiquement dans le cas algérien et en quoi les contestations identitaires des années 80 et 90, à partir de lieux locaux, reformulent une approche par le haut (citoyenneté stationnaire). L'exemple de Constantine qu'analysent **Khadidja Adel** et **Nadia Belhocine-Messaci** montre comment par leurs stratégies, les familles ont intégré la ville. **Ahmed Bougermouh**, qui adopte une approche du *local* fondée sur le territoire, élucide d'abord la question sur le plan théorique et fouille ensuite le terrain kabyle à la recherche des territoires locaux et de dynamiques endogènes. Il existe bien des configurations territoriales locales et des dynamiques endogènes. Mais ces dernières ne produisent pas de développement. L'exemple de la Kabylie illustre la démonstration sans que cela ne constitue forcément une exception. D'autres régions du pays présentent des caractéristiques similaires. **Mohand Ouamar Oussalem** s'interroge sur l'émergence d'acteurs économiques locaux, leurs profils et leurs trajectoires. L'analyse montre l'articulation, à différents moments, entre des stratégies d'acteurs et les ressources qu'ils mobilisent dans le milieu local notamment les réseaux de proximité et les relations tissées dans la bureaucratie locale. De son côté, **Abed Bendjelid** étudie le processus de

désengagement progressif de l'Etat dans le domaine des transports publics. Il note que non seulement les entreprises publiques locales ont été remplacées par une multitude de petites entreprises privées mais de plus, le secteur du transport collectif est aujourd'hui dominé par des opérateurs non-professionnels. **Mohamed Harbi** rapporte la formation du mouvement national à Skikda. Enfin, **Hadj Miliani**, à travers une histoire de la chanson algérienne de l'exil, met en perspective la prégnance du *local* dans l'univers de l'exil, et donc, d'une certaine façon un imaginaire qui, dans le *global*, relie l'individu au « petit pays » (la région) ou au « pays » (l'Algérie). La nostalgie qu'exalte la chanson, tend à gérer le rapport à la société d'accueil en construisant une proximité symbolique avec un *local* physiquement éloigné.

Au total, il convient de lire ce dossier comme un ensemble de pièces complémentaires à partir de lieux disciplinaires différents. Le fait que dans une grande partie des articles l'on retrouve un terrain commun -la Kabylie- renforce les convergences des éclairages adoptés par chacun des auteurs. Naturellement, ce dossier ne clôture pas le débat sur le thème étudié ici mais au contraire, il incite à le prolonger.

Mohamed Brahim SALHI